

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

PIERRE MAYER

Professeur émérite de l'Université Paris I

VINCENT HEUZÉ

Professeur à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris I)

11^e édition

LGDJ

lextenso éditions

TABLE DES MATIÈRES

(Les chiffres renvoient aux numéros des pages)

Préface de la 7^e édition (2001)	7
Avertissement	9
Principales abréviations	11
Bibliographie générale	13
Introduction	17
§ 1. Objet du droit international privé	17
§ 2. Facteurs d'apparition et de disparition des problèmes de droit international privé. Notions historiques	20
§ 3. Problèmes de méthode en droit international privé	24
A. Recours aux normes étatiques	25
B. Recours à des normes non étatiques	28
§ 4. Sources du droit international privé	30
A. Faible rôle des sources internationales	31
B. Conséquences de la primauté des sources nationales	36
C. Régime juridique des traités	39

Première partie	LES RELATIONS INTERNATIONALES ENTRE PERSONNES PRIVÉES	47
------------------------	--	----

SOUS-PARTIE 1	THÉORIE GÉNÉRALE	49
----------------------	-------------------------	----

TITRE 1	L'évolution du droit des conflits	51
----------------	--	----

SECTION I	La phase prédoctrinale.....	52
§ 1.	L'époque de la personnalité des lois.....	52
§ 2.	L'instauration de la territorialité des lois	53
§ 3.	Conflits de lois et de juridictions en dehors de l'Italie et du Midi de la France jusqu'au XV ^e siècle	54
§ 4.	Situation particulière de l'Italie et du Midi de la France. Naissance de la théorie des statuts (début du XIII ^e siècle)	56
SECTION II	La phase doctrinale	57

§ 1.	La théorie italo-française des statuts (XIII ^e au XV ^e siècle)	57
§ 2.	La théorie française des statuts (XVI ^e au XVIII ^e siècle)	59
§ 3.	La doctrine hollandaise (XVI ^e siècle) et ses prolongations dans les pays anglo-saxons	61
SECTION III	L'époque contemporaine	63
§ 1.	Conflit de souverainetés et conflit d'intérêts	63
§ 2.	Universalisme et particularisme	65
§ 3.	Nationalisme et internationalisme	67
§ 4.	Personnalisme et territorialisme	68
TITRE 2	Conflits de lois	71
CHAPITRE I	PLURALITÉ DES MÉTHODES	73
SECTION I	Position du problème du conflit de lois	73
§ 1.	Comment le problème se pose-t-il ?	73
A.	Données du problème	74
B.	Termes du problème	77
§ 2.	Quand le problème se pose-t-il ?	78
A.	Il faut que plusieurs ordres juridiques soient impliqués	78
B.	Il faut que chaque ordre juridique comprenne une norme susceptible de résoudre la question de droit	83
SECTION II	Solution du problème : les méthodes possibles	91
Sous-section 1	La règle de droit international privé impose le respect des droits subjectifs indépendamment de toute règle substantielle (théorie des droits acquis)	92
Sous-section 2	La règle de droit international privé désigne une règle substantielle	94
§ 1.	Choix fondé sur la nature de la question posée	94
A.	Légitimité de la règle de conflit bilatérale	95
B.	Possibilité de rattachements unilatéraux	97
§ 2.	Choix fondé sur le but des règles ou sur la volonté de leur auteur	98
A.	Lois de police	99
B.	Autres règles d'application nécessaire	106
§ 3.	Place du bilatéralisme, de l'unilatéralisme et des règles d'application nécessaire dans l'histoire des conflits de lois	107
Sous-section 3	La règle de droit international privé est une règle substantielle	109
§ 1.	Règles purement substantielles	109
§ 2.	« Principes de préférence »	110
§ 3.	Options de législation	111
§ 4.	Règles ordonnant la « prise en considération » d'une ou plusieurs autres règles	112

CHAPITRE II	LA MÉTHODE DU CONFLIT DE LOIS	117
SECTION I	Résolution par la règle de conflit du for d'un conflit de lois dans l'espace concernant une question de droit privé	118
§ 1.	La mise en cause du système de conflit	118
A.	Une loi étrangère est invoquée par l'une des parties	118
B.	Aucune partie n'invoque une loi étrangère	120
§ 2.	Le choix de la règle de conflit	124
A.	Identification des termes de la question de droit posée	126
B.	Classement de la question de droit	128
C.	Qualification des règles substantielles dans la loi désignée	134
§ 3.	La désignation de l'ordre juridique compétent	136
A.	Hésitation sur la définition de l'élément de rattachement	137
B.	Pluralité de rattachements	138
C.	Défaut de rattachement	139
§ 4.	Application de la loi étrangère	140
A.	Connaissance et interprétation de la loi étrangère	140
B.	Éviction de la loi étrangère au profit de la loi française	150
SECTION II	Facteurs de complication	162
§ 1.	La prise en considération des règles de conflit étrangères	163
A.	L'articulation de la règle de conflit du for et de la règle de conflit étrangère (relative aux conflits internationaux) : le renvoi	163
B.	La substitution de la règle de conflit étrangère (relative aux conflits internationaux) à la règle du conflit du for	171
C.	L'articulation de la règle de conflit du for et de la règle de conflit étrangère relative aux conflits internes	174
§ 2.	Le facteur temps	176
A.	Conflit transitoire de droit international privé du for	177
B.	Conflit transitoire de droit étranger	180
C.	Conflit mobile	181
§ 3.	Questions interdépendantes	184
A.	Questions simplement connexes	185
B.	Questions enchaînées	187
§ 4.	La fraude à la loi	191
A.	Distinction du forum shopping et de la fraude à la loi	191
B.	Éléments constitutifs de la fraude à la loi	193
C.	Sanction de la fraude à la loi	195
TITRE 3	Conflits de juridictions et d'autorités	197
CHAPITRE I	LA COMPÉTENCE INTERNATIONALE DES TRIBUNAUX FRANÇAIS	199
SECTION I	Rapports purement privés	201
§ 1.	Règles de compétence	201

A. Règles ordinaires de compétence indépendantes de la nationalité	204
B. Règles de compétence fondées sur la nationalité	210
C. Règle de compétence résultant des Conventions de Lugano et des Règlements européens sur la compétence judiciaire internationale ..	216
§ 2. Régime de la compétence	217
A. Les clauses relatives à la compétence internationale	217
B. Les sanctions de l'incompétence	222
SECTION II Implication d'un état dans une relation	224
§ 1. Implication tenant à la nature de la décision à prononcer	224
A. Action étatique	225
B. Intervention dans le fonctionnement des organes étatiques	227
§ 2. Implication tenant au sujet de la relation : les immunités de juridiction et d'exécution	228
A. Immunités des agents diplomatiques et des souverains étrangers	229
B. Immunités des États et des organisations internationales	230
C. Régime procédural des immunités	236
SECTION III Traités et règlements de l'Union européenne	237
§ 1. La convention de bruxelles du 27 septembre 1968 et le règlement « Bruxelles I » remanié	238
A. Règles instituant des compétences non exclusives	242
B. Règles instituant des compétences exclusives	253
C. Règles relatives à la prorogation volontaire de compétence	254
D. Mesures provisoires et conservatoires	258
E. Dispositions procédurales	260
§ 2. La convention de Lugano du 30 octobre 2007	260
CHAPITRE II L'EFFET DES JUGEMENTS ÉTRANGERS	265
SECTION I Les conditions de l'efficacité	267
§ 1. Compétence internationale du tribunal étranger	271
A. Régime général de la compétence internationale indirecte	272
B. Incidence de la compétence exclusive des tribunaux français	276
C. Incidence de la compétence exclusive des tribunaux étrangers	279
§ 2. Autres conditions d'efficacité	279
A. Régularité intrinsèque du jugement étranger	279
B. Conformité à l'ordre public	281
C. Compétence de la loi appliquée : une condition abandonnée ?	285
D. Absence de fraude	288
SECTION II Les manifestations de l'efficacité	294
§ 1. Distinction des cas où l'exequatur est nécessaire et des cas où il ne l'est pas	294
§ 2. Moyens procéduraux indépendants de l'exequatur	297
A. Reconnaissance incidente	297
B. Instance en inopposabilité	299

C. Autorité attachée au jugement français	300
§ 3. Efficacité invoquée dans une instance <i>en exequatur</i>	301
A. Nature de l'instance en exequatur	301
B. Finalité et recevabilité de la demande	303
C. Compétence	304
D. Procédure	305
E. Effets de la décision rendue dans l'instance en exequatur.....	308
§ 4. Exercice du contrôle par le juge	310
A. Rôle respectif du juge et des parties	310
B. Charge de la preuve	312
SECTION III Conflits de jugements et de procédures	313
§ 1. Principes directeurs	314
A. Éliminer plutôt que résoudre les conflits de décisions.....	314
B. Reconnaître une primauté à l'ordre juridictionnel du for	314
C. Respecter les droits acquis.....	315
D. Moraliser les litiges internationaux.....	315
§ 2. Examen des diverses hypothèses de conflits	316
A. Conflit de procédures : les exceptions de litispendance et de connexité	316
B. Conflit entre une décision et une procédure	319
C. Conflit de décisions.....	321
SECTION IV Effets des jugements étrangers n'impliquant pas leur efficacité.....	322
§ 1. Force probante	322
§ 2. Effet de titre.....	323
§ 3. Prise en considération	323
§ 4. Effets attachés à l'exécution du jugement.....	324
SECTION V Traités et règlements de l'Union européenne.....	324
§ 1. Le règlement « Bruxelles I » du 22 décembre 2000, remanié par le règlement du 12 décembre 2012	325
A. Conditions.....	326
B. Modalités	328
C. Conflits de procédures et de décisions	330
§ 2. La convention de Lugano du 30 octobre 2007.....	332
§ 3. Traités bilatéraux conclus par la France	332
§ 4. Les règlements instituant les procédures européennes d'injonction de payer et de règlement des petits litiges	334

CHAPITRE III	CONFLITS D'AUTORITÉS.....	339
---------------------	----------------------------------	------------

SECTION I Actes publics	341
§ 1. L'efficacité	342
A. Conditions de l'efficacité	342
B. Modalités de l'efficacité	344
§ 2. La prise en considération	345

§ 3. Le règlement du 21 avril 2004 sur le titre exécutoire européen	346
SECTION II Décisions non judiciaires	348
§ 1. Décisions émanant d'organes administratifs subordonnés	348
§ 2. Décisions émanant d'organes centraux de l'état	349
SOUS-PARTIE 2 SOLUTIONS PARTICULIÈRES	351
TITRE 1 La distinction de la procédure et de la substance des droits ..	357
SECTION I L'action en justice	360
§ 1. L'intérêt	361
§ 2. La qualité	361
§ 3. L'absence de prescription	362
§ 4. La capacité	362
SECTION II La preuve	363
§ 1. L'objet et la charge de la preuve	363
§ 2. L'admissibilité des modes de preuve	363
§ 3. La force probante des modes admis	365
§ 4. L'administration de la preuve	365
TITRE 2 Le statut personnel	367
CHAPITRE I LA CAPACITÉ	375
SECTION I L'état d'incapacité	377
§ 1. Contenu de la règle de conflit de lois	377
A. Causes de l'incapacité	378
B. Étendue de l'incapacité quant aux actes	378
C. Sanctions de l'incapacité	379
§ 2. Mise en œuvre de la règle de conflit de lois	379
A. Conflit mobile	379
B. Ignorance excusable de la loi étrangère	380
C. Exception d'ordre public	381
SECTION II Protection organique de l'incapable	381
§ 1. La protection organique des enfants	384
A. La représentation légale des enfants mineurs	384
B. Les mesures de protection administrative et judiciaire de l'enfant	386
§ 2. La protection organique des adultes	391
A. La compétence internationale des autorités françaises	392
B. Loi applicable	393
C. Effets en France des décisions étrangères	394

CHAPITRE II	LE MARIAGE	397
SECTION I	Formation du mariage	399
§ 1.	Conditions de fond	400
A.	Contenu de la règle de conflit de lois	400
B.	Mise en œuvre de la règle de conflit de lois	402
§ 2.	Conditions de forme	404
A.	Système général	404
B.	Règles particulières en matière de publicité du mariage	408
§ 3.	Sanctions du non-respect des conditions	410
A.	Refus de célébrer le mariage	410
B.	Refus de transcrire le mariage	410
C.	Annulation du mariage	411
SECTION II	Effets du mariage	412
§ 1.	Contenu de la règle de conflit de lois	413
§ 2.	Mise en œuvre de la règle de conflit de lois	417
A.	Conflit mobile	417
B.	Questions interdépendantes	417
C.	Ordre public	418
SECTION III	Relâchement et dissolution du lien matrimonial	419
§ 1.	Le règlement Rome III du 20 décembre 2010	421
A.	Les rattachements	422
B.	Portée des rattachements	428
§ 2.	L'article 309 du Code civil	432
A.	Contenu de la règle relative au conflit de lois	433
B.	Mise en œuvre de la règle relative au conflit de lois	436
§ 3.	Forme et publicité de la séparation de corps et du divorce	438
A.	Forme	438
B.	Publicité	443
CHAPITRE III	LA FILIATION	447
SECTION I	Filiation autre qu'adoptive	449
§ 1.	Établissement de la filiation	449
A.	Contenu des règles relatives au conflit de lois	449
B.	Mise en œuvre des règles relatives au conflit de lois	454
§ 2.	Effets de la filiation	457
A.	Détermination de la loi applicable	457
B.	Domaine de la loi applicable	458
C.	Mise en œuvre de la règle de conflit	461
SECTION II	Filiation adoptive	462
§ 1.	Établissement du lien	463

	A. Conditions de fond	463
	B. Conditions de forme	466
	C. Effets en France d'une décision étrangère d'adoption	467
§ 2.	Effets du lien	468
	A. Loi applicable	469
	B. Domaine de la loi applicable	470
TITRE 3	Le statut réel	473
CHAPITRE I	LES BIENS CONSIDÉRÉS <i>UT SINGULI</i>	475
SECTION I	Contenu de la règle de conflit de lois applicable aux biens corporels	476
§ 1.	Acquisition (par création ou transfert) des droits réels	478
	A. Compétence de la loi réelle	478
	B. Compétence de la loi de la source	478
	C. Intervention de la loi réelle en tant que loi de police	479
§ 2.	Contenu des droits réels	482
	A. Compétence de la loi réelle	482
	B. Concurrence de la loi de la source	482
	C. Intervention de la loi réelle en tant que loi de police	483
SECTION II	Problèmes de mise en œuvre en matière mobilière	484
§ 1.	Conflit mobile	484
	A. Acquisition des droits réels	484
	B. Contenu des droits réels	486
§ 2.	Mesures de publicité mobilière	486
	A. Intervention de la loi française subordonnant l'opposabilité à une mesure de publicité	486
	B. Intervention des lois étrangères	487
CHAPITRE II	LE PATRIMOINE	489
SECTION I	L'affectation de l'actif au règlement du passif ; la faillite	489
§ 1.	Compétence internationale	490
§ 2.	Effets des décisions étrangères	493
§ 3.	Loi applicable	494
SECTION II	La transmission du patrimoine ; les nationalisations	495
TITRE 4	Les faits et actes juridiques	501
CHAPITRE I	LES FAITS JURIDIQUES	503
SECTION I	Délits et quasi-délits	503
§ 1.	Contenu des règles de conflit de lois	505
	A. Facteurs de rattachement	505
	B. Questions rattachées	509

§ 2. Mise en œuvre des règles de conflit de lois	510
A. Difficultés relatives à la détermination de la loi du lieu du délit	510
B. Exception d'ordre public et lois de police	511
C. Renvoi	512
SECTION II Quasi-contrats	512

CHAPITRE II	LES ACTES JURIDIQUES	515
--------------------	-----------------------------------	------------

SECTION I Le principe d'autonomie	517
§ 1. Justification du principe d'autonomie	519
A. Le subjectivisme pur	520
B. Un subjectivisme modéré	521
§ 2. Signification du principe d'autonomie	524
A. L'objet du choix : une loi étatique	524
B. Le rôle de la loi étatique choisie : elle régit le contrat	528
§ 3. Mise en œuvre du principe d'autonomie	530
A. Rôle respectif des facteurs psychologiques et matériels	530
B. Clauses ou indices révélateurs de la volonté des parties	532
SECTION II Les rattachements objectifs	534
§ 1. Règles de rattachement ordinaires	537
§ 2. Règles de rattachement protectrices de certaines catégories de contractants	540
A. Contrats de transport	540
B. Contrats d'assurance	541
C. Contrats conclus par des consommateurs	542
D. Contrat de travail	543
§ 3. Contrat de vente d'objets mobiliers corporels (Convention de La Haye du 15 juin 1955)	545
§ 4. Contrats d'intermédiaires (Convention de La Haye du 14 mars 1978)	545
SECTION III Domaine d'application de la loi désignée	546
§ 1. Formation du contrat	546
A. Consentement	546
B. <i>Culpa in contrahendo</i>	546
C. Représentation	547
D. Cause	547
E. Sanction de l'absence d'une condition de validité	548
§ 2. Effets du contrat	548
A. Contenu des effets (objet du contrat)	548
B. Exécution du contrat	550
C. Sanctions de l'inexécution	552
§ 3. Extinction et transfert des obligations	553
A. Extinction	553
B. Transfert	554

§ 4. Action directe dans les chaînes de contrats	555
SECTION IV La forme des actes	560
§ 1. Justification et contenu de la liberté donnée aux parties	561
A. Le principe de l'option	562
B. Les termes de l'option	564
§ 2. Limites de la liberté des parties	564
A. Inclusion de l'exigence dans la catégorie « conditions de fond »	565
B. La loi nationale ou la loi locale sont des lois d'application nécessaire	566
C. Autres lois d'application nécessaire	568
D. Intervention d'une autorité	568
TITRE 5 Le droit patrimonial de la famille	571
CHAPITRE I LES RÉGIMES MATRIMONIAUX	573
SECTION I Établissement et effets du régime	573
§ 1. Contenu de la règle de conflit de lois	573
A. Détermination de la loi applicable	574
B. Domaine d'application de la règle de conflit	579
§ 2. Mise en œuvre de la règle de conflit de lois	582
SECTION II Changement de régime matrimonial	584
§ 1. Changement involontaire de régime	584
A. Modification de la teneur de la loi désignée par la règle de conflit	584
B. Conflit mobile	584
§ 2. Changement volontaire de régime sans changement de loi	586
A. Principe de la mutabilité	586
B. Conditions de la mutation	586
§ 3. Changement volontaire de régime avec un changement de loi	588
A. Solutions antérieures à la Convention de La Haye de 1978	588
B. Solutions de la Convention de La Haye de 1978	589
CHAPITRE II LES SUCCESSIONS	591
SECTION I Règles générales	591
§ 1. Règles de compétence juridictionnelle	591
A. Règles ordinaires	591
B. Compétence fondée sur la nationalité des parties	592
§ 2. Règles de conflit de lois	593
A. Successions ab intestat	593
B. Successions testamentaires et contractuelles	597
SECTION II Problèmes particuliers de mise en œuvre	599
§ 1. Fractionnement d'une succession entre plusieurs ordres juridictionnels ou entre plusieurs lois	600

A. Entre plusieurs ordres juridictionnels	600
B. Entre plusieurs lois	603
§ 2. Limites de la compétence de la loi successorale	605
A. Intervention du statut personnel des héritiers prétendus	605
B. Intervention de la <i>lex rei sitae</i>	605
C. Intervention de la loi nationale pour régler les problèmes de capacité	606
D. Intervention de la loi de la créance ou de la dette transmise	607
E. Intervention de la loi du régime matrimonial	607
F. Intervention de la loi des effets du mariage	608
SECTION III Le règlement UE du 4 juillet 2012	608
§ 1. Règles de conflit de lois	609
A. Les rattachements	609
B. Mise en œuvre	610
§ 2. Conflits de juridictions	615
A. Compétence juridictionnelle	615
B. Reconnaissance et exécution des décisions, des actes authentiques et des transactions judiciaires	616

Deuxième partie LES PERSONNES PRIVÉES IMPLIQUÉES DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES 619

TITRE 1 Les personnes physiques 621

CHAPITRE I LA COEXISTENCE DES DIFFÉRENTS DROITS DE LA NATIONALITÉ 625

SECTION I La compétence internationale en matière de nationalité	625
§ 1. Attribution de la compétence	625
§ 2. Limites à l'utilisation de la compétence	627
A. Conventions internationales	627
B. Droit international général	628
SECTION II Les conflits de nationalités	629
§ 1. Cumul de nationalités	629
A. Réactions au niveau des effets	630
B. Réactions au niveau des causes	633
§ 2. Apatridie	634
A. Statut de l'apatride	634
B. Prévention de l'apatridie	635

CHAPITRE II LE DROIT FRANÇAIS DE LA NATIONALITÉ 637

SECTION I Généralités	637
§ 1. Facteurs rationnels	637
§ 2. Évolution du droit français de la nationalité	641
§ 3. Champ d'application de la loi française	644

SECTION II Règles substantielles déterminant l'octroi de la nationalité française	646
§ 1. L'attribution de la nationalité française	646
A. <i>Jus sanguinis</i>	646
B. <i>Jus soli</i>	647
C. Faculté de répudiation	648
D. Établissement de la filiation	649
§ 2. L'acquisition de la nationalité française	651
A. Acquisition au titre de la filiation	652
B. Acquisition au titre de la naissance et de la résidence en France	653
C. Acquisition au titre du mariage avec un Français	655
D. Acquisition au titre de la possession d'état	657
E. Acquisition par naturalisation	657
F. Acquisition consécutive à une annexion de territoire	660
SECTION III Perte de la nationalité française et réintégration dans la nationalité française	661
§ 1. Perte de la nationalité française	661
A. Perte fondée sur l'absence d'effectivité de la nationalité française	661
B. Perte fondée sur le désir d'expatriation du Français binational ou plurinational	662
C. Perte fondée sur le caractère répréhensible du comportement de l'intéressé	664
D. Perte consécutive à une cession du territoire ou à l'accession d'un État à l'indépendance	666
§ 2. Réintégration dans la nationalité française	666
A. Réintégration par déclaration (art. 24-2 C. civ.)	667
B. Réintégration par décret (art. 24-1 C. civ.)	667
SECTION IV Contentieux et preuve de la nationalité	667
§ 1. Contentieux	667
A. L'action déclaratoire ou négatoire de nationalité française	668
B. La contestation incidente de la nationalité française ou étrangère	669
§ 2. Preuve	669
A. En matière de nationalité française	669
B. En matière de nationalité étrangère	672
CHAPITRE III LA CONDITION DES PERSONNES PHYSIQUES ÉTRANGÈRES	675
SECTION I Différence de statut entre le français et l'étranger face à l'état	676
§ 1. Différence de statut entre français et étrangers quant au droit de résider en France	677
A. Entrée en France	677
B. Séjour en France	680
C. Départ de France	689
D. Cas des demandeurs d'asile	697
§ 2. Différence de statut entre Français et étrangers résidant en France	700

A. Activité professionnelle	700
B. Libertés publiques	702
C. Services publics	703
§ 3. Différence de statut entre français et étrangers indépendamment de la résidence	703
A. Droits politiques et fonctions publiques	703
B. Obligations militaires	704
SECTION II Droits déniés à l'étranger dans ses relations privées	705
§ 1. L'évolution de la condition des étrangers en droit privé	705
§ 2. Notion de condition des étrangers en droit privé	708
A. Règles ayant pour objet la condition des étrangers	708
B. Règles ayant une incidence sur la condition des étrangers	709
§ 3. Contenu actuel de la condition des étrangers en droit privé	710
A. Droit civil	711
B. Droit commercial	712
C. Droit du travail	713
SECTION III Traités	713
§ 1. Traités divers	714
A. Domaine des faveurs accordées	714
B. Étendue des faveurs accordées	715
§ 2. Traité de Rome	717
TITRE 2 Les personnes morales	721
CHAPITRE I LES SOCIÉTÉS	725
SECTION I Conditions de création et règles de fonctionnement	725
§ 1. Sociétés créées sans intervention d'un organe étatique	727
§ 2. Sociétés créées avec l'intervention d'un organe étatique	727
A. Position du problème	727
B. Solution du problème	728
§ 3. Domaine de la loi applicable	733
SECTION II Activité des sociétés étrangères en France	733
§ 1. Nationalité des sociétés	734
A. Notion	734
B. Critères d'attribution	736
§ 2. Autorisation d'exercer une activité en France (« reconnaissance » des personnes morales étrangères)	741
§ 3. Exercice de l'activité des sociétés étrangères en France	742
A. Règles discriminatoires	743
B. Lois de police	744
SECTION III Transfert du siège social	744
§ 1. Déplacement du siège social	745

A. Analyse de l'opération	745
B. Solution du droit positif	747
§ 2. Changement de souveraineté	747
A. Changement de souveraineté sans déplacement du siège social	747
B. Changement de souveraineté suivi d'un déplacement du siège social	748
CHAPITRE II LES ASSOCIATIONS ET LES FONDATIONS	751
SECTION I Les associations	751
§ 1. Conditions de création et règles de fonctionnement	751
§ 2. Exercice par les associations étrangères d'une activité en France	752
A. Critère de l'extranéité	752
B. Exercice en France de l'activité propre des associations étrangères	752
C. Accomplissement d'un acte isolé en France	753
SECTION II Les fondations	753
§ 1. Conditions de création et règles de fonctionnement	754
A. Conditions de création	754
B. Règles de fonctionnement	755
§ 2. Exercice d'une activité en France par les fondations étrangères	755
INDEX ANALYTIQUE	757